PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Conseil national du 23 janvier 2014

Discussion

Yann Le Pollotec – Seine-Saint-Denis

La stratégie de tension à l'intérieur de la société menée par Hollande, Valls et Bartolone, est la mise en pratique de la feuille de route du rapport Terra Nova *« quelle majorité de gauche pour le quinquennat »*. Diviser le peuple et les salariés. Face à cela, il nous faut reconstruire des repères de classe fondés sur des valeurs émancipatrices.

Sur les européennes, nous avons un espace important supérieur à 15%, mais pour le valoriser et éviter un éparpillement qui serait funeste, il faut nous donner l'ambition de rassembler sur nos listes Front de gauche tout l'arc des opposants de gauche aux actuelles politiques européennes, et qui peuvent aussi bien se reconnaître en Emmanuel Todd que dans la Nouvelle Donne.

Véronique Sandoval – Paris

Face au discrédit croissant des partis politiques, en France comme partout en Europe, avec l'enlisement dans une crise sociale et écologique durable, il est important de s'opposer avec force à la poursuite de la politique gouvernementale d'austérité et de casse des acquis sociaux et, dans le même temps, de tendre la main à l'électorat progressiste pour se rassembler sur un projet de société alternatif (ce à quoi travaille le comité du projet) et sur une politique crédible et efficace pour sortir le pays de la crise, objet des états généraux sur la fiscalité.

Jean-Jacques Karman – Seine-Saint-Denis

Sur la controverse Mélenchon, autonomie totale de décision du PCF. Dénoncer en tout cas et totalement la politique d'austérité du capital et de ses serviteurs socialistes. Préserver et gagner le maximum de positions électives pour le PCF. A Aubervilliers nous avons réalisé l'unité des communistes et promu une liste de large union à majorité PCF comprenant sept organisations. La situation est très bonne pour les municipales. Sur les européennes, je suis contre la refondation de l'UE. C'est un organisme du capital qu'il faut détruire. Bien l'article dans l'Huma

sur Lénine, il n'a pas ouvert la porte à Staline.

Françoise Fiter – Pyrénées-Orientales

Les décisions de Hollande font des ravages idéologiques et pèsent sur les capacités de rassemblement. Dans les PO, la délocalisation d'établissements de santé de la Côte Vermeille ne suscite pas encore une mobilisation à la hauteur. Colère, dégoût de la politique prédominent. Difficulté du débat sur les municipales à Perpignan malgré le risque du FN. La situation du Front de gauche perturbe beaucoup de monde. Déception des adhérents après l'espoir de 2012. Décisif de redonner vigueur et lisibilité au Front de gauche pour contrer la désespérance ambiante. Réunion PC/PG positive.

Jean-Marc Durand – Drôme

A la dérive du pacte de responsabilité opposons un pacte de solidarité prenant appui sur la construction de contenus alternatifs, le débat citoyen, les luttes et leur développement. Notre projet d'états généraux de la fiscalité est une bonne porte d'entrée à notre campagne contre le coût du capital. La question fiscale concerne chaque citoyen qui paie de l'impôt direct et/ou indirect. Elle touche aussi à des questions centrales comme la dépense publique et une autre répartition de la richesse pour la produire différemment. Ces questions sont au cœur des campagnes municipales et européennes avec les enjeux de financement des services publics et d'une autre utilisation de l'argent.

Isabelle Mathurin – Paris

Lier bataille idéologique et notre bataille pour les services publics. Initiative de convergences services publics pour rassembler autour de contenus. Une campagne à mener sur le thème : le service public n'est pas l'ennemi de l'économie, mais au contraire l'outil indispensable de solidarité et de développement du pays, notamment sur le plan industriel et dans l'intérêt général de nos concitoyens. Rassemblements locaux à mener et importance primordiale Front de gauche.

Pierre Dharréville – Bouches-du-Rhône

La manifestation du 18 janvier à Marseille est un événement original qui a rassemblé quatorze organisations ensemble et dans leur diversité face à l'austérité et pour le progrès social. Nous voulons relancer le débat public sur d'autres bases avec un autre rapport de forces. C'est un climat de mobilisation qui ne sera sans doute pas sans effets sur les municipales. Les offensives contre la démocratie se font de plus en plus brutales. Il y a une grande bataille à mener, non pas sur la défense de l'existant, mais pour un renouveau démocratique : participation, coopération, répondre aux besoins, égalité territoriale, taille humaine… Lançons un large appel pour cela.

Paul Barbazange – Hérault

Je réagis à l'intervention de Dharréville, après samedi à Marseille sur les nouveautés de cette action de masse. Conception, construction forme et fond. La CGT a permis à tous ceux qui s'opposent à l'austérité et à la fonte des services publics, associatifs, syndicaux politiques à récupérer la rue. Contre la lassitude c'est bon pour le moral. Il n'y a pas de modèle transportable. Que faisons-nous à ce CN, que décidons-nous pour que le 6 février l'appel national de la CGT prenne son ampleur de classe. Ce sera la seule occasion que nous avons de faire agir ensemble des membres du PS, des sympathisants de ce parti contre l'austérité du PS. Le CN doit trancher sur la concurrence mortifère entre la journée du 6 et le Front de gauche le 9.

Yves Dimicoli – Paris

Le pacte de Hollande veut intégrer les salariés par un *« donnant-donnant »* pro-Medef, sous-prétexte de redresser emploi et production. Il dit concilier compétitivité par baisse du *« coût du travail »* et emploi, baisse des dépenses publiques et modèle social. Face à cette recherche d'union sacrée, soyons audacieux avec nos propositions pour aider les luttes et tendre la main à l'électorat socialiste en déshérence. Face au *« pacte de responsabilité »* exigeons un *« pacte de solidarité »* avec un autre donnant-donnant : baisse des charges financières, pas des *« charges sociales »*, avec un crédit sélectif pour l' investissement et un pôle financier public favorables à l'emploi ; modulation du taux de cotisation patronale incitative à l'emploi ; essor des services publics ; réforme fiscale de justice sociale pro-emplois, anti-profits financiers.

Pascal Savoldelli – Val-de-Marne

Hollande, avec le pacte de responsabilité, veut réduire le repérage gauche/droite sur les questions économiques et sociales autour de l'acceptation du capitalisme. Ce choix libéral sera-t-il durable au PS ? Ce n'est pas un parti homogène (valeurs sociétales, histoire, courants...). Le PS n'a pas la propriété de l'électorat qui a chassé Sarkozy. Le peuple de gauche aurait-il plus besoin d'idées, d'utopies mobilisatrices ? Le PCF et le FG ne peuvent pas être sur une stratégie de slogan *« d'une opposition de gauche à gauche », d'une « opposition de gauche à la gauche du PS »* considéré comme *« à droite »*... mais être offensifs dans les luttes et les idées sur le plus large rassemblement de l'ensemble des forces de gauche, du NPA aux socialistes, dans une riposte de gauche et sur un projet de société.

Michèle Leflon – Ardennes

L'ANI et le projet de loi sur la formation professionnelle font partie du compromis historique entre le gouvernement et le Medef : plus de 2 milliards de moins pour l'investissement dans la formation, 2 milliards de plus pour le capital. C'est l'occasion de développer nos propositions sur la sécurité d'emploi de formation. Il faut aussi faire le lien avec notre campagne sur le coût du capital et sur la protection sociale.

Nicolas Marchand – Val-de-Marne

L'importance de la campagne sur le coût du capital grandit avec la fuite en avant libérale de Hollande sur le coût du travail. Il s'agit de crédibiliser l'alternative : s'attaquer au coût du capital, des moyens financiers nouveaux, des pouvoirs des salariés ; avec nos propositions sur les moyens de dissuader les dépenses parasitaires et d'inciter au développement des dépenses socialement efficaces : sélectivité du crédit, modulation des cotisations patronales, fiscalité des entreprises incitative. Besoin d'une bataille durable, visant non seulement l'État, mais banques et entreprises. Il s'agit de creuser notre sillon politique, en voyant loin, avec autant de ténacité et d'esprit de suite qu'a su en mettre le Medef. Une 2eme réunion nationale a lieu le 31 janvier. Une brochure est en préparation.

Viviane Baudry – Ariège

Dégoût du politique entraîne augmentation abstention ; le pouvoir y est favorable : élections, où le système peut être contesté, le gêne. (Donc veut supprimer élections aux prud'hommes). Rejet UE ne doit pas se traduire par plus d'abstentions (appel du M'PEP à l'abstention très dangereux) mais nécessite de clarifier l'enjeu politique de ces élections européennes comme l'a fait F. Wurtz dans sa tribune de l'Huma Dimanche.

Alain Pagano – Maine-et-Loire

153 emplois menacés dans la dernière mine de France : les ardoisières de Trélazé. Bataille emblématique pour le Parti car il s'agit d'un cas d'école de licenciement boursier. Nous voulons en faire une bataille nationale de sauvegarde des emplois en remettant en débat la proposition de loi anti-licenciements boursiers. Municipales : dans les villes à risque de bascule à droite (comme Angers) le PCF a un rôle de conviction auprès de l'électorat: il faut garder des lieux de résistance à l'austérité. La droite n'apporterait rien de bon.

Laurence Zaderatzky – Pas-de-Calais

Salut des camarades du Pas-de-Calais et des salariés victorieux de la Foir'Fouille. Les politiques d'austérité exercent une violence quotidienne, favorisent la politique des boucs émissaires et attisent les racismes et la peur. L'école et la culture devraient être des axes permanents de rassemblement. Au niveau municipal, ce sont les rythmes scolaires qui occupent le terrain et iront accroître les inégalités. Dans les villes, nationalement et à l'échelle européenne, il faut développer des espaces permettant la création pour tous et pas seulement pour les élites ou la marchandisation. Oui aux initiatives proposées, au sujet de l'IVG, la relance de la dynamique du Front de gauche est porteuse d'espérance.

Pascal Joly – Val-de-Marne

Pacte de responsabilité : il ne peut pas y avoir de contreparties à la suppression des cotisations patronales de la branche famille, véritable cheval de Troie contre

la sécurité sociale ! Ne pas sous-estimer ce qui se passe dans et contre le syndicalisme. Ces tentatives d'intégration et la pression sur le syndicalisme n'ont jamais été aussi fortes. Hollande cherche par tous les moyens à instaurer un consensus social permanent et constitutionnalisé ! Besoin de relancer notre lutte pour une loi d'amnistie sociale, contre la répression syndicale qui se renforce. Territoire et aménagement : enjeu aussi démocratique. Plus ils ne trouvent pas d'issue à la crise, plus ils sont tentés par les dérives autoritaires!

Pierre Lacaze – Haute-Garonne

Le PCF doit répondre de deux manières aux annonces de Hollande : un combat national contre la casse de la protection sociale et pointer le débat sur cotisations patronales et emploi. Et localement, suite aux municipales, développer les services publics avec la mise en réseau dans les grandes villes. Notre stratégie est cohérente et comprise des populations. Mélenchon est en échec et a décrédibilisé le Front de gauche, à nous PCF de relancer pour les européennes un front contre l'austérité. Soutien aux sortants du Front de gauche oui, mais ouvrons largement la liste au monde du travail et de la création.

Elisabeth Gauthier – Essonne

Bâtir une stratégie de gauche face à la crise du politique nécessite beaucoup d'innovation. La politique est de moins en moins considérée comme un recours ou un levier pour changer. L'État apparaît aujourd'hui comme celui *« des autres »*. Selon le sondage IPSOS-Steria, seulement 27% font confiance au Sénat, 28% à l'AN et 31% à l'UE ce qui indique que les institutions nationales sont autant touchées que l'UE. Pour les municipales, nous constatons qu'il y a en même temps un fort potentiel d'engagement de citoyens non-encartés, à condition de considérer chacun à égalité, sans prépondérance de partis. Créer les conditions permettant l'irruption citoyenne demande de l'audace ! Relancer le FdG pour les européennes nécessite revitalisation des assemblées locales.

Daniel Cirera – Seine-Saint-Denis

Le *« pacte de responsabilité »* participe d'une stratégie cohérente de F. Hollande pour un *« nouveau compromis »*, une *« social-démocratie à la française »* dont l'ANI a été un jalon. Les contradictions : rapport au syndicalisme, clivage droite/gauche, difficulté de *« grande coalition »*... (En Allemagne, la grande coalition n'est pas celle de 2005 : débat dans le SPD, questions sociales, Die Linke). Faire obstacle à la recomposition au centre dépend des initiatives du PCF pour articuler la critique de la politique du gouvernement (avec une stratégie de rassemblement de toute la gauche engagée dans un nombre important de municipalités) et, sur une autre échéance, notre conception de luttes pour réorienter l'UE pour sa refondation.

Jean-François Téaldi – Alpes-Maritimes

Les derniers sondages le démontrent tous : le vote ouvrier dans les entreprises est pour l'instant majoritairement acquis au FN, tant la politique de Hollande les désespère. Nous avons deux mois pour démontrer que la gauche, celle qui sert aux salariés, ce n'est ni le gouvernement Ayrault, ni encore moins le FN et son programme antisocial qui ne dérange pas le patronat. La bataille du PCF envers les salariés n'est pas au niveau nécessaire. Nous avons deux mois pour redonner espoir aux salariés et à la classe ouvrière. Deux mois pour convaincre que la gauche ce n'est le plus le PS et que le FN n'est pas la solution.

Alain Janvier – Seine-et-Marne

Nos campagnes électorales municipale et européenne doivent dénoncer la casse de l'emploi productif. Il faut croiser les 2 approches *« bassin d'emploi »* et *« filière »*. Les suppressions d'emploi ne sont pas de simples conséquences de la crise, mais sont au cœur de la stratégie des grands groupes. EADS/Airbus projette de supprimer 5000 emplois. Dans le même temps, l'État Français se désengage et l'État Allemand se renforce. Dans la filière « verre plat », la CGT note : en France : marché intérieur : + 20%, production : - 19%. Allemagne : marché intérieur : -40%, production : + 47%. En Seine-et-Marne, l'emploi de production du verre est sacrifié. Dans nos campagnes, il faut dénoncer tout cela.

—

Remerciements pour leur aide précieuse à Jacqueline Lamothe, Marianne Parmigiani, Marie-Noëlle Postel, Monique Renault et Jean Youdom